



Action sociale Sortir enfin la tête des épaules ?

Olivier Daviet

Psychologue au Relais Ozanam, Isère

Le sujet a été quasiment absent de la campagne présidentielle, pourtant l'action sociale se porte mal. Les changements opérés ces dernières années y sont pour le moins préoccupants. Face à la crainte du statu quo, n'oublions pas que la marge fait toujours figure de sentinelle pour le centre ...

Partout dans les secteurs du champ social (J'inclus ici le champ du travail social et du soin en général, et en particulier lorsqu'il y est question des plus fragiles d'entre nous, des plus pauvres et des moins enracinés) et avec une intensité croissante, les professionnels oscillent entre discours d'abattement et positions de révolte face aux douleurs quotidiennes : celles des usagers de plus en plus aiguës, et celles des institutions de plus en plus inquiétantes. Aggravation des conditions de vie, de soins, d'accès au logement ou à l'emploi et discours politiques ouvertement stigmatisants pour les « précaires », restrictions des droits pour les migrants et, côté soignants et travailleurs sociaux, précarisation du travail, fragilisation des institutions, recul de la reconnaissance. Où que le regard se porte dans le paysage « partenarial », c'est la même incrédulité : dispositifs d'hébergement (y compris d'urgence) continuellement saturés, protection de l'enfance sans place, éducation nationale essoufflée, justice débordée, insertion sans espoir, structures d'accueil des étrangers en lutte pour leur survie, etc...

De nombreux travaux détaillent l'épuisement de ces professionnels et reposent encore et encore la question : comment accompagner la précarité quand on y est soi-même trop soumis, dans des institutions publiques ou dépendantes directement des subsides de l'État ? Des appels à la résistance, trop nombreux pour ne pas s'éparpiller, s'en font l'écho via des collectifs parfois éphémères, vigoureux



malgré une assez faible tradition de mobilisation dans ces secteurs d'activités. Dans le pire des cas, c'est l'« à quoi bonisme » qui domine, avec la tentation de désinvestir son rôle et de se laisser glisser dans une dépression pour autant rarement nommée.

Radicalisation ou dépression ?

Le regard porté sur les personnes accompagnées et la manière de comprendre leur problématique s'en trouvent eux aussi modifiés. La santé mentale est toujours le produit d'une histoire subjective et d'un contexte social. Pour prendre compte la personne qu'ils accompagnent dans toute sa complexité, il appartient aux professionnels de faire jouer le curseur entre les causes conjoncturelles, environnementales et la *part active* de l'individu, (parcours particulier, inscrit dans une histoire personnelle).

Or, ces dernières années, le déferlement de mauvaises nouvelles concernant les individus visés par les dispositifs dits « de la précarité » a été tel que la tentation de la *radicalisation* a cru en même temps. D'un côté, sous la forme d'une minimisation de la responsabilité individuelle des personnes, réduites dès lors à de pures victimes, transformées en *objet* d'un système qui leur est (objectivement) hostile ; sur l'autre versant, on se réfugie dans la négation des causes extérieures (comme on se demanderait pour quelqu'un qui trébuche trop souvent s'il ne le fait pas exprès...) et des mouvements agressifs émergent envers cet autre qui souffre d'une manière qui nous est devenue insupportable.

De quelle crise parle-t-on ?

C'est évidemment l'argument de la *crise* qui domine et est sensé être retenu comme principal (voire unique) facteur explicatif de ces délabrements, au détriment de l'invocation de choix sociétaux. Crise

qui coïncide par ailleurs on le sait, avec des profits maintenus à leur plus haut niveau pour les plus grandes entreprises et par exemple, un marché du luxe et de la résidence secondaire toujours bien dodu. La course aux plus gros salaires se poursuit également; il y semble d'ailleurs davantage question de courir après les marques de la performance individuelle qu'après de véritables moyens financiers (des « bonus » et des 4x4 toujours plus énormes, pour « *se la mesurer* », sa performance...). L'obsévéité des ces revenus semble répondre, comme dans un jeu de miroir pervers, à celle de ces parents honteux de faire la manche sous les yeux de leurs enfants. Impossible de ne pas penser « vases communicants », « malheur des uns qui fait le bonheur des autres »... même si des torrents de rationalité économique tendent à balayer toute passerelle entre ces différents régimes de vie.

D'autant plus que resurgissent de cette misère post-moderne, issue de nos marges, de nos trottoirs et des plus insalubres de nos logements, des marques qu'on pensait appartenir, comme autant de résidus, au passé...ou aux seuls « pays du Tiers Monde » : des maladies dont le « progrès » était en principe venu à bout, comme ces pathologies honteusement liées à la malnutrition ! Ainsi, des situations invraisemblables doivent nous alerter, dans notre présent : pour leur éviter de passer une nuit supplémentaire dehors, en plein hiver, des parents se résignent par exemple à confier leurs enfants en bas âge aux services de protection de l'enfance, avant de retourner eux-mêmes sous un pont ! Cela aurait-il paru envisageable il y a encore quelques années? Pas plus envisageables ces quelques grands fous croisés dans la rue et dont les tableaux cliniques ne se rencontraient plus depuis la généralisation de l'accès aux médicaments psychotropes. Et pour compléter ce tableau, n'oublions pas que cette pauvreté galope désormais bien au-



delà de ce qu'il était convenu d'appeler le « sous-prolétariat ».

Comment nier alors ce qui semble s'apparenter à des signes d'un grand bond en arrière, à un recul de civilisation, sauf à refuser d'inclure dans la définition d'une Civilisation sa capacité à épauler les plus démunis ou à tenter de ne pas concourir à faire grossir leur rang ? Cette période de l'histoire nous rappelle douloureusement que ce que l'on peut croire acquis ne l'est jamais totalement. Une reconstruction, sur de nouvelles bases, pourra-t-elle être conduite ?

Une crise de l'identification ?

Peut-être sommes-nous également sous le coup d'un des effets les plus importants de l'individualisation de notre vie collective : la diminution de nos capacités d'*identification* les uns aux autres. Comment expliquer sinon cette propension à banaliser l'horreur vécue par autrui, sous prétexte qu'il est catégorisé comme *complètement distinct de nous* ? Comment, par exemple, se féliciter d'avoir renvoyé des familles en demande d'asile vers le pays de leurs bourreaux, sinon en maintenant une frontière étanche entre *eux et nous* ? Étanchéité nécessaire sans doute car c'est bien quand *l'autre est un peu moi* que la chose sociale est rendue complexe : se mettre « à la place » de l'autre (faire jouer l'empathie) fait courir le risque de remettre en cause des décisions qui lui nuisent...

Le traitement réservé aux esclaves, aux colonisés, à divers catégories de *sous-hommes* à travers l'Histoire, s'appuyait sur la représentation de différences *essentialisées* (différences d'essence) et sur une hiérarchisation aussi absurde que précise entre sous-groupes humains, rendant tout mélange *contre-nature*. Mais la raison universaliste et la science sont passées par là, qui ont balayé ces divisions à l'intérieur

d'une seule et indivisible espèce humaine. Les distinctions de races, d'ethnies, de castes ne tiennent plus la controverse. Cette crise de l'identification va donc à rebours de l'Histoire et vient lézarder, au niveau des imaginaires, les projets de cohabitation dans une commune humanité.

Sans oublier la *managérialisation* !

En parallèle, une autre évolution récente mais tout aussi massive a secoué le secteur associatif à but non lucratif, traditionnellement chargé de la « prise en charge » de ces problématiques sociales : l'importation des canons du champ lucratif, tant dans le « management » que dans la « dynamique de projets » ou dans « l'optimisation des compétences ». La fameuse efficacité de ces entreprises « qui gagnent », suicides et autres dommages collatéraux compris... Le champ social-soin peut certes trouver du bénéfice à se laisser imprégner par d'autres cultures de travail, mais une légère différence méthodologique subsiste : la *valeur ajoutée*. Il n'y a aucun bénéfice *direct* à se faire à endiguer la « misère du monde » ou à rendre des vies plus supportables : l'intérêt y est avant tout idéologique...

Des entreprises à visée lucrative semblent en douter, en concourant pour « décrocher » les « marchés » du travail social : les coûts et les capacités de gestion laissent alors bien souvent le monde associatif sur la touche. Face à un tel mouvement de fond, l'accompagnement social (au sens de « cheminer avec ») ou le « care » (prendre soin) deviennent en eux-mêmes des postures à contre-courant... et dont il conviendrait désormais et de manière récurrente de se justifier, tout au moins d'en justifier le coût.

Rester professionnellement vivant ?

Comment les professionnels parviennent



à côtoyer ces réalités quotidiennement en restant porteur d'espoir ? Comment résistent-ils aux grands écarts que la période les obligent à faire, entre la complexité de situations des usagers et les entraves administratives ou légales qui fleurissent ? Une attitude de survie psychique a sans doute consisté à maintenir de la continuité dans nos approches humanisantes, notre rigueur, notre auto-critique aussi, pour maintenir une trace de ce qui serait de nouveau mobilisable au moment où le contexte politico-social s'avérerait plus clément. *Rentrer la tête dans les épaules* et essayer de tenir n'a peut-être alors été ni un repli ni un abandon mais une forme de patience... La psychologie sociale nous apprend qu'une minorité parvient à faire bouger les lignes quand elle est consistante et s'inscrit dans la durée. Il convient donc de maintenir de la créativité dans les pratiques professionnelles et continuer à trouver le sens des engagements auprès des personnes accompagnées. De nouvelles solidarités se tissent, de nouvelles manières de faire civilisation s'esquissent dans des mouvements encore disparates qui remplaceront les modèles que nous avons connus.

Mais aujourd'hui, le manque de moyens et de considération demeure et pèse. Il symbolise à lui seul la place que l'on accorde aux personnes accompagnées dans ces dispositifs. Aujourd'hui, l'attente est à la mesure des dégâts causés ces dernières années, à la mesure aussi de l'espoir né du changement politique. Alors, au niveau de l'action sociale, le changement c'est pour quand ? ■

